

## **Transitions : la gestion du temps, entre résistance des pouvoirs et implication des sociétés civiles.**

Les économies des pays africains, ceux du Maghreb comme ceux de l'Afrique subsaharienne, parviennent rarement à rattraper les retards accumulés et à répondre aux pressions du présent ou aux exigences de préparation de l'avenir. Dans la course engagée, et malgré d'incontestables efforts et de réels succès, la pauvreté s'accroît. L'Afrique reste ainsi le seul continent où presque tous les indicateurs de suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement sont négatifs en matière économique, sociale, sanitaire, éducative, culturelle.

C'est que la transition d'une économie n'est pas chose facile.

Au cœur même de l'Europe, en Allemagne de l'Est, nous avons vécu la réalité de la transition d'une économie administrée vers une économie de marché. Lorsque furent décidées la suppression de toute frontière entre les deux Allemagnes et surtout l'unification monétaire, l'économie de la RDA s'effondra immédiatement. Le chaos aurait été total et l'émigration des allemands de l'est massive si l'Allemagne de l'Ouest n'avait pas pris en charge le coût énorme du remodelage d'une économie subitement sinistrée par une transition brutale. Les partenaires européens de l'Allemagne contribuèrent eux aussi au prix de cette mutation car les flux financiers massifs injectés à l'est déstabilisèrent les finances publiques allemandes. Il leur fallut relever les taux d'intérêts, hausse à laquelle la France dû se résoudre faute d'Euro, ce que nous payâmes d'un chômage massif.

Plus récemment l'adhésion à l'UE des pays de l'ex bloc soviétique ne pût se faire, et encore au terme de plus d'une quinzaine d'années d'efforts, qu'en fixant à chacun des objectifs clairs et contraignants, impliquant des réformes structurelles massives, mais en même temps en mobilisant d'énormes financements européens.

Dans tous les cas, la transition n'aurait pu se faire sans 1) une cohérence intérieure portée par l'Etat, 2) une perspective d'intégration régionale et 3) un fort appui extérieur.

Or ces trois dimensions ne sont jamais réunies au sud de la Méditerranée. Et les transitions y sont moins voulues que subies du fait de l'évolution internationale et de l'impasse voire de la faillite intérieure. Surtout les pouvoirs étatiques entendent bien ne pas en faire les frais. Or il n'est pas d'exemple que cela puisse être le cas. Car au-delà de l'économie c'est d'un remodelage interne complet qu'il s'agit, l'économie n'étant que la partie d'un tout.

Les chances de prompt succès des politiques de transition sont ainsi d'autant plus réduites que les Etats, en dehors de leurs aspects policiers, y sont généralement faibles, voire ont été encore plus affaiblis par les programmes d'ajustements structurels imposés par le FMI et la Banque Mondiale. Ceux-ci étaient légitimes dès lors que l'incohérence interne avait dépassé les limites du supportable. Mais remettre de l'ordre en affaiblissant les dispositifs de santé et d'éducation tout en laissant l'Etat intact dans ce qui est le plus important pour lui c'est-à-dire ses forces de sécurité ne pouvait que déboucher sur de nouvelles impasses.

Dans ces conditions il est vain d'espérer que ces transitions débouchent rapidement alors même que cette lenteur porte en elle les risques de l'échec de l'ensemble des efforts engagés. La perspective d'une zone de libre échange ne peut ainsi qu'aviver des craintes légitimes.

Le désenchantement à l'égard du processus euro-méditerranéen et la distanciation vis-à-vis de l'Afrique subsaharienne trouvent là leurs ressorts profonds. En réponse, la poursuite et l'amplification des phénomènes migratoires n'est que la traduction concrète de l'opinion que les hommes et les femmes des pays concernés ont des politiques en cours. Il serait indécent de leur expliquer qu'ils se trompent.

Pour l'Union Européenne, privée de réelle capacité d'impulsion politique, une action pragmatique de contournement de ces obstacles devrait donc être concentrée sur le renforcement des sociétés civiles et en particulier sur la création et le développement des petites et toutes petites entreprises ainsi que sur la restructuration du secteur bancaire de proximité sans lequel celles-ci ne peuvent naître ni durer. Or les dispositifs européens continuent de privilégier les grands financements publics ou privés. La lecture des rapports d'activité de la BEI, de la Banque Mondiale ou de l'AFD sont à cet égard édifiants. Certes les chiffres y sont impressionnants. Mais seuls en profitent systématiquement les investissements de très grande dimension. Et rarement les millions de gens simples, en particulier parmi les jeunes et les femmes, condamnés à survivre, hors des réseaux clientélistes, dans une économie à 80% informelle. Même pour la simple application sur le terrain des grands programmes européens, les bureaux locaux de l'UE donnent le sentiment d'une bureaucratie coupée des réalités. Le développement d'un secteur indépendant de PME est pourtant la meilleure source de renforcement des sociétés civiles. C'est donc une priorité politique. Les compétences sont sur place, disponibles et énergiques. Loin des discours désenchantés c'est là que l'UE peut retrouver un rôle d'impulsion conforme à sa vocation.